



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique**

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays-de-la-Loire
Unité interdépartementale Anjou-
Maine**

ARRÊTÉ n°DCPPAT 2024-0020 du 24 JAN. 2024

Société BUTAGAZ à Arnage

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'actualisation des prescriptions concernant la
fréquence de révision du Plan d'Organisation Interne (POI) de l'établissement BUTAGAZ à Arnage**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 515-100 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07.2922 du 13 juin 2007 autorisant la société BUTAGAZ à exploiter un dépôt de gaz de pétrole liquéfié, situé Route de Mulsanne, sur le territoire de la commune d'Arnage ;

VU le courrier en date du 24 août 2023 reçu le 25 août 2023 par l'inspection des installations classées, par voie électronique, relatif à la demande de modification de la fréquence de révision du plan d'opération interne (POI) ;

VU le rapport établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 11 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déposé un dossier de modification des conditions d'exploiter, consistant en une modification de l'article 7.7.9. de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 et portant sur la fréquence de mise à jour du plan d'opération interne (POI) ;

CONSIDÉRANT que la fréquence de mise à jour actuelle est annuelle, tandis que l'article R.515-100 du Code de l'environnement prévoit une fréquence de mise à jour minimale égale à trois ans ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique qu'il n'est pas prévu de modification fréquente des installations et que la mise à jour du POI (plan d'opération interne) est prévue dans la procédure de gestion des modifications consistant à vérifier si les projets ont un impact sur le contenu du POI ;

CONSIDÉRANT que suite à cette demande, il est proposé de modifier les dispositions opposables à l'exploitant en indiquant une périodicité minimale de révision suivant une fréquence de trois ans, ainsi qu'à chaque modification notable, et que l'exploitant intègre dans son système de gestion de la sécurité l'analyse annuelle de son plan d'opération interne afin de déterminer si celui-ci doit être révisé par anticipation ;

CONSIDÉRANT que s'agissant d'une demande de modification des prescriptions opposables, celle-ci entre dans le champ de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21. à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 13 décembre 2023, reçu le 18 décembre 2023, et que celui-ci a indiqué par courriel du 19 janvier 2024 ne pas avoir d'observation ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société BUTAGAZ, dont le siège social est sis 47-53 rue Raspail 92 594 LEVALLOIS-PERRET, ci-après dénommée l'exploitant, autorisée à exploiter des activités de dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfié, sur le territoire de la commune d'Arnage, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Dispositions modifiées

L'article 7.7.9. de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 est modifié conformément aux éléments indiqués à l'annexe I.

Article 3 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 – Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'ARNAGE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'ARNAGE, **pendant une durée minimale d'un mois** ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant **une durée minimale de quatre mois**.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 – Délais et voies de recours

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de plein juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° Par les demandeurs ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, **dans un délai de quatre mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 8 – Exécution et copies

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe, le Maire d'Arnage, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire et l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF

Annexe I – Disposition modifiée

Article 1 – Modification de la fréquence de révision du plan d'opération interne (POI)

L'alinéa 13 de l'article 7.7.9 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2007 susvisé et rédigé de la façon suivante :

« Le P.O.I. est remis à jour tous les ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion. »

est remplacé par la disposition suivante :

« Le Plan d'Opération Interne (POI) est mis à jour tous les trois ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) de l'exploitant intègre une procédure spécifique impliquant l'analyse du Plan d'Opération Interne (POI), suivant une fréquence annuelle, afin de déterminer si celui-ci doit être mis à jour. Copie de la mise à jour est transmise à l'inspection des installations classées et au Préfet de la Sarthe. »

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF